

TRIBUNE LIBRE

Rien ne va plus !

Aujourd'hui, l'Education Nationale est sinistrée ; radios et TV ne parlent que des licenciements intervenant dans l'industrie, des difficultés rencontrées par notre économie mais oublient (volontairement ?) de citer l'enseignement. Nos collègues doivent aujourd'hui préparer une rentrée dans les pires conditions : seuil des élèves porté à 30, regroupements aberrants en langues vivantes, refus d'inscrire les redoublants de l'établissement si les seuils sont atteints, diminution drastique des heures dues aux élèves...

Sur le plan des conditions de travail, une détérioration indiscutable due notamment à la surcharge occasionnée par les incessantes enquêtes, les logiciels qui ne fonctionnent pas ou très mal, l'insécurité grandissante qui entraînera peut-être la présence permanente de forces de l'ordre dans les établissements...

Sur le plan salarial, une ridicule proposition d'augmentation des rémunérations de 0,5% alors que l'inflation annuelle est 3 fois plus élevée...

Sur le plan des retraites aucun infléchissement de la politique injuste mise en place récemment (décote, fin du traitement continué, régression

des avantages accordés à nos collègues mères de famille...)

Dans deux mois, le SNPDEN tiendra son congrès à Dijon ; tout congrès est pour un syndicat un moment fort, moment où se déclament ses non-satisfactions, où s'affirment ses revendications et se définit sa politique à venir...

Ce congrès de Dijon se situe à un an d'un événement politique majeur, l'élection du Président de la République ; je pense que notre syndicat doit peser de tout son poids auprès de sa confédération (UNSA) pour que soit élaboré un cahier des charges qui sera soumis à chaque prétendant(e) ; il est de notre devoir d'interroger chaque candidat(e) sur la politique qu'il entend mener en matière d'éducation, de salaires et de retraites. Chaque syndiqué sera à même de juger les réponses.

Mais me direz-vous, une telle démarche relève plus de la politique que du syndicalisme ; peut-être, mais peut-on continuer à se retrancher derrière un certain devoir de réserve lorsque l'on voit la mise en place d'une telle politique de démantèlement de notre enseignement, un tel mépris exercé à l'égard des fonctionnaires que nous sommes.

Pour moi, la réponse est claire, c'est non.

J.P.FERNANDEZ